



81A00

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
du 16 AVRIL 2021

RAPPORT DU PRESIDENT

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Direction Finances

Rapport examiné par la 8^{ème} commission :
Finances, patrimoine, ressources humaines et affaires générales

| |
|--|
| <p><u>OBJET :</u> Budget Primitif 2021 : Synthèse des propositions</p> |
|--|

| | |
|------------------------------------|--|
| <i>Pièces jointes ou annexes :</i> | Document Budgétaire par nature selon l'instruction M52 |
|------------------------------------|--|

Mes chers collègues,

Lors de notre débat d'orientation budgétaire du 26 février 2021, les actions prioritaires envisagées par l'assemblée départementale ainsi que les événements extérieurs susceptibles d'influer sur la situation financière de la collectivité vous ont été présentés.

Je soumetts à votre examen, le projet de budget 2021 qui découle de ces orientations. Le présent rapport vise à présenter de manière synthétique les principales dépenses et recettes composant le budget 2021 de la collectivité départementale afin, d'apporter un éclairage sur les actions à conduire et, de mesurer l'impact financier de ces prévisions.

En outre, des rapports particuliers exposent, par secteur, les crédits relevant de la compétence de chacune des commissions.

Le Budget Primitif 2021 qui vous est présenté s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de **306,6 millions d'euros**¹. L'année 2021 se caractérisera, comme en 2020, par de fortes incertitudes économiques et sociales liées à la crise sanitaire. Celles-ci impacteront les budgets départementaux qui sont au cœur de l'action du fait de leurs compétences en matière sociale. Comme évoqué lors des orientations budgétaires, le Département du Gers réaffirme, en 2021, sa volonté de prendre sa place de chef de file des solidarités au service du développement du territoire gersois et de ses habitants. Cela est essentiel dans un contexte de crise sanitaire où les besoins sociaux sont en forte croissance. Le Département poursuit ainsi la lutte contre les exclusions ainsi que sa mobilisation, sans faille, pour favoriser l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap. Il est également investi, aux côtés de l'ARS, dans le dispositif de vaccination.

L'année 2021 sera également profondément marquée par la contribution de notre Département au **plan de relance** lancé par le Gouvernement pour redresser l'économie. Les investissements 2021 de notre collectivité ont été révisés à la hausse par rapport à la tendance observée ces dernières années, soit +4,9 M€ comparativement au réalisé 2020 dont + 3 M€ en CP au titre du plan de relance, ce qui porte les engagements pluriannuels au titre du Plan de relance à 7,2M€.

En outre, pour la première année, en 2021, avec la refonte de la fiscalité locale, le département est confronté à la perte du produit de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, au profit des communes. Cette perte est toutefois compensée par une fraction de la TVA. Cependant, avec ce changement, le Département ne disposera plus d'aucun levier fiscal en lien avec son territoire et sera dépendant d'une fiscalité indirecte dont l'évolution n'est pas garantie à long terme notamment en période de crise.

Dans ce contexte de crise, le département restera prudent quant à l'évaluation des droits de mutation sur les transactions immobilières dont le produit est assez volatile. Les produits perçus en début d'année 2021 sont favorables mais, compte tenu du contexte, le département choisira l'option de la prudence en inscrivant un produit de 23,5 M€; soit un niveau un peu en retrait par rapport à celui du compte administratif prévisionnel de 2020; ce niveau de recettes sera ajusté en Décision Modificative en fonction de l'évolution effectivement constatée des perceptions.

¹ En mouvements réels, tous budgets confondus.

1. La présentation du contexte du Budget Primitif 2021 :

Cette année 2021 commence dans un environnement économique fortement conditionné à l'évolution de la situation sanitaire. L'arrivée des vaccins pour une grande partie de la population va permettre d'entamer une reprise progressive de l'activité économique, mais celle-ci sera surtout renforcée en 2ème partie d'année 2021. Ce contexte se traduit, au budget 2021, par des dépenses sociales en progression et par des ressources propres dont le niveau est estimé avec prudence. Le rebond des taux longs est envisagé à mesure que le scénario d'une reprise marquée de l'économie à partir de la mi-2021 se précise. Cette progression probable des taux longs sera néanmoins limitée par les banques centrales. La charge d'intérêt de la dette du département est donc susceptible de subir, en 2021, une évolution supérieure à celle de 2020.

Les principales mesures inscrites en loi de finances 2021 intéressant les Départements ont été décrites dans le rapport relatif aux orientations budgétaires.

2. La présentation des crédits par nature :

2.1 Les dépenses :

| DEPENSES, en € | BP 2020 | BP 2021 | Évolution BP2021/ BP2020 | |
|----------------|----------------|-------------|-----------------------------|-------|
| FONCTIONNEMENT | 240 521 188 | 245 780 780 | +5 259 592 | +2,2% |
| INVESTISSEMENT | 59 174 760 (1) | 60 819 220 | +1 644 460 | +2,8% |
| TOTAL DEPENSES | 299 695 948 | 306 600 000 | +6 904 052 | +2,3% |

(1) hors amplitude au titre du contrat à long terme renouvelable (CLTR), soit 1 804 052€, et refinancement de la dette, soit 15 000 000€, en dépenses et en recettes d'investissement

Comme les années passées, la maîtrise des dépenses de fonctionnement est un objectif prioritaire pour le Département du Gers. Malgré cela, ces dépenses progressent inévitablement pour faire face à la crise sanitaire et venir en appui aux publics en difficulté.

Cette croissance globale des crédits de la section de fonctionnement intègre d'une part, la progression incompressible des dépenses d'action sociale dont le volume en 2021 s'établit à 139,254 M€ et d'autre part, l'augmentation mécanique des dépenses de personnel notamment au titre du glissement vieillesse technicité et de mesures nationales (soit une enveloppe avoisinant les 61,510 M€²). Ainsi, les dépenses réelles de la section de fonctionnement sont portées au budget primitif à 245,781 M€.

La progression de ces postes de dépenses rigides ou exogènes, comme notamment les dépenses de personnel et les dépenses sociales (représentant 82% des dépenses de fonctionnement), dont la maîtrise est par nature difficile, restreignent les marges de manœuvre du Département.

La section de fonctionnement, au-delà des charges courantes liées à l'exercice de l'activité des services départementaux (frais de personnel, de logistique, acquisition de

² Hors paie des assistants familiaux inscrite dans le budget de l'action sociale

fournitures...), permet de remplir les politiques publiques qui incombent à la collectivité départementale au travers de l'action sociale (Allocations Sociales : APA, RSA, PCH, prise en charge de frais d'hébergement des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants...), de l'entretien des routes, des contributions versées pour le fonctionnement des collèges gersois et du Service d'Incendie et de Secours Départemental, pour l'essentiel.

La crise sanitaire a des impacts sociaux conséquents qui se caractérisent en 2021 par la progression des dépenses d'allocations RSA en lien avec l'augmentation du chômage. Ainsi, une inscription prévisionnelle de +9% est prévue au Budget Primitif 2021, soit une progression de +4,2 M€ sur la période 2019-2021.

Concernant l'aide sociale à l'enfance, le nombre d'enfants confiés est également en très forte augmentation. Les dépenses de la Direction Enfance et Famille représentaient 26,404 M€ en 2019, les montants inscrits au budget 2021 sont de 31,122 M€, soit une progression de +4,7 M€ sur la période 2019-2021 (+17,9 %).

En matière de dépenses de personnel, il convient de citer la poursuite du dispositif du Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) pour 369 agents majoritairement des sociaux, la prime de précarité pour les CDD en fin de contrat qui représente 10% du total brut versé durant le contrat.

Les mesures propres à la collectivité concernent, en 2021, le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) et également la mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP). Toutefois cette prévision du budget 2021 s'accompagne de stratégies d'économies comme la diminution du volume des remplacements et/ou de renforts, du gel de certains postes, mais, aussi de la vigilance concernant les autres postes de dépenses de personnel.

L'investissement, hors dette, avoisinera les 32,7 M€³ en crédits de paiement contre 27,8 M€ au compte administratif de 2020. Cette progression du niveau d'investissement de 4,9 M€ se fait sans dégradation de l'endettement. En effet, comme en 2020, le stock de la dette sera maintenu quasiment au même niveau; le remboursement en capital de la dette étant presque équivalent à l'emprunt nouveau mobilisé pour financer le plan d'investissement, soit environ 14,7 M€.

Au sein de cette dotation, **le plan de relance mobilisera 3 M€** de crédits de paiement en 2021 qui seront consacrés dès cette année à des projets dont le coût total pluriannuel est évalué à 7,2 M€ et qui couvrent les champs des mobilités actives, de la politique de l'eau, de l'alimentation, de la rénovation énergétiques des bâtiments, la production d'énergie renouvelable, du déploiement du numérique dans les collèges et dans les EHPAD. Cet effort, outre les bénéfices d'usage pour les Gersois, contribuera à soutenir l'économie et permettra d'atténuer le choc généré par la situation sanitaire à la fois sur le plan économique et social.

Le vote du budget s'effectue par chapitre budgétaire exprimant une nature de dépense. Le tableau suivant présente les dépenses réelles par chapitre, tous budgets confondus :

³ Hors dépenses imprévues (600 K€) et provision pour équilibre des budgets annexes.°

| Chapitres en € | DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | Budget Primitif 2020 | Budget Primitif 2021 | Évolution BP2021/ BP2020 | |
|-----------------------|---|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------|
| | | | | | |
| 002 | SOLDE D'EXECUTION REPORTE | 196 876 | 261 477 | +64 601 | +32,8% |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL (1) | 16 068 932 | 14 848 781 | -1 220 151 | -7,6% |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES (hors dépenses de personnel au titre du RSA et de l'APA) (4) | 65 126 297 | 66 794 448 | +1 668 151 | +2,6% |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS (reversement impôts, prélèvement au titre des DMTO...) | 4 589 766 | 4 816 247 | +226 481 | +4,9% |
| 016 | ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.) y compris dépenses de personnel (2) (4) | 35 659 240 | 34 975 480 | -683 760 | -1,9% |
| 017 | RSA y compris dépenses de personnel (3) (4) | 28 517 092 | 31 637 126 | +3 120 034 | +10,9% |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES (5) | 1 600 000 | 1 900 000 | +300 000 | +18,8% |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (6) | 85 078 612 | 87 982 614 | +2 904 002 | +3,4% |
| 6586 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | 234 809 | 236 308 | +1 499 | +0,6% |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 2 088 100 | 1 830 100 | -258 000 | -12,4% |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES (annulation de titres,...) | 1 358 464 | 198 199 | -1 160 265 | -85,4% |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS (7) | 3 000 | 300 000 | +297 000 | +9 900% |
| FONCTIONNEMENT | | 240 521 188 | 245 780 780 | +5 259 592 | +2,2% |

Comme le montre le tableau ci-dessus, les charges de fonctionnement absorbent 80,2 % des dépenses totales, dont principalement les dépenses d'action sociale, salariales, de participation au fonctionnement des SDIS et au fonctionnement des collèges ainsi que celles d'entretien courant des routes départementales.

(1) Sur le chapitre 011 « charges à caractère général » sont inscrites les dépenses de fonctionnement et d'équipement courant, y compris celles nécessaires à la réalisation des missions relevant des compétences du département pour un montant de 14, 849M€.

(2) Le chapitre 016 « Allocation Personnalisée d'Autonomie » qui retrace les dépenses relatives à l'APA, s'établit, au total, à 34,975 M€. Les dépenses inscrites sur ce chapitre regroupent les allocations à verser aux bénéficiaires de l'APA, ainsi que les dépenses de personnel (masse salariale, formation, déplacements et missions). Les allocations seules avoisinent les 33,422M€ (contre 34,171 M€ au compte administratif 2020).

(3) Sur le chapitre 017 « Revenu de Solidarité Active » sont inscrits 31,637M€. Les dépenses positionnées sur ce chapitre regroupent les allocations à verser aux bénéficiaires du RSA, les dépenses liées à la réalisation du plan départemental d'insertion ainsi que les dépenses de personnel (masse salariale des personnels affectés à cette mission, formation, déplacements et

missions). Les allocations versées représentent une somme de 27,316M€ (contre 25,083 M€ au compte administratif 2020).

(4) L'enveloppe 2021 affectée à la masse salariale inscrite sur les chapitres 012, 016 et 017 s'établit à 69,939M€ dont 10,300M€ au titre des assistants familiaux. La masse salariale hors assistants familiaux, soit 59,639M€ (dépenses inscrites sur les chapitres 012, 016 et 017)⁴ progresse de 1% par rapport au compte administratif de 2020 qui s'établit à 59,034M€ ; cette progression permettra notamment la mise en place de mesures nationales ainsi que la prise en compte du Glissement Vieillesse Technicité.

(5) Les dépenses imprévues sont portées à 1,9M€ pour permettre une réactivité en cas d'évènements de force majeure.

(6) Le chapitre « 65 » « autres charges de gestion courante », doté de 87,983 M€, comprend, pour l'essentiel, les interventions du département en direction de tiers (aides à la personne, frais de séjour et d'hébergement, contributions obligatoires, participations, subventions de fonctionnement versées...). Ce poste de dépenses intègre notamment les dépenses sociales au titre des frais de séjour et d'hébergement (47,994M€) et de la prestation de compensation du handicap (8,686M€).

(7) Ce chapitre 68 prévoit l'inscription d'une dotation de 0,300M€ au titre de la nouvelle politique de provisionnement de la collectivité. Un rapport particulier détaille ces provisions.

| Chapitres en € | DEPENSES D'INVESTISSEMENT | Budget Primitif 2020 | Budget Primitif 2021 | Évolution BP2021/ BP2020 | |
|-------------------|---|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------|
| | | | | | |
| 001 | SOLDE D'EXECUTION REPORTE | 13 658 323 | 12 256 121 | -1 402 202 | -10,3% |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | 1 500 000 | 600 000 | -900 000 | -60,0% |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (1) | 12 500 000 | 14 771 526 | +2 271 526 | +18,2% |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES -SAUF 204- (études...) | 1 302 909 | 2 115 281 | +812 372 | +62,4% |
| 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES | 11 710 311 | 11 033 196 | -677 115 | -5,8% |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (acquisitions...) | 3 775 034 | 4 442 928 | +667 894 | +17,7% |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (travaux en cours...) | 14 388 383 | 15 271 128 | +882 745 | +6,1% |
| 26 | PARTICIPATIONS CREANCES RATTACHEES | 100 000 | 100 000 | 0 | 0% |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (prêts...) | 239 800 | 229 040 | -10 760 | -4,5% |
| | INVESTISSEMENT | 59 174 760 | 60 819 220 | +1 644 460 | +2,8% |
| | DEPENSES TOTALES en mouvements réels, tous budgets confondus, en euros | 299 695 948 | 306 600 000 | +6 904 052 | +2,3% |

(1) hors amplitude au titre du contrat à long terme renouvelable (CLTR), soit 1 804 052€, et refinancement de la dette, soit 15 000 000€, en dépenses et en recettes d'investissement sur l'exercice 2020. Cette dernière mesure étant exceptionnelle, elle est donc retirée de la base de 2020 afin de faciliter la comparaison.

⁴ Dépenses inscrites sur les articles 621, 64, 631, 633 des chapitres 012, 016 et 017

Les dépenses d'investissement sont constituées, pour l'essentiel, de dépenses d'équipement direct (immobilisations), de subventions versées à des tiers (chapitre 204) et du remboursement du capital de la dette (chapitre 16).

Au budget primitif de 2021, les crédits de paiement affectés à l'investissement s'établissent à 60,819 M€. L'investissement, hors dette, dépenses imprévues et résultats, s'élève à 32,657M€ (chapitres 16, 001 et 020 et provision d'équilibre des budgets annexes exclus).

- **Le chapitre 204 « subventions d'équipement versées »**, doté de 11,033M€ retrace les subventions d'équipement allouées par le département à des tiers (communes et intercommunalités, État,...). La collectivité départementale consacre, en 2021, 33,8% de cette dotation d'équipement de 32,657M€ à des subventions versées à des tiers.

- **Les chapitres 20 (hors 204), 21 et 23** correspondent respectivement aux immobilisations incorporelles (frais d'études, ...), corporelles (acquisitions..) et en cours (travaux...). L'ensemble de ces postes représente une enveloppe de 21,83M€ (19,47M€ en 2020), soit 66,8% des dépenses d'équipement.

- **Le chapitre 16 « emprunt et dettes assimilées »**, doté de 14,77 M€ (12,50M€ au BP 2020), correspond au remboursement du capital de la dette. Le remboursement en capital de la dette représente 4,8% du budget total.

2.2 Les recettes :

| RECETTES, en € | BP 2020 | BP 2021 | Évolution BP2021/ CA prévisionnel 2020 | |
|-----------------------|--------------------|--------------------|--|--------------|
| | | | | |
| FONCTIONNEMENT | 266 582 758 | 270 176 423 | -4 053 784 | -1,5% |
| INVESTISSEMENT | 33 113 190 (1) | 36 423 577 | +2 383 554 | +7,0% |
| TOTAL RECETTES | 299 695 948 | 306 600 000 | -1 670 230 | -0,5% |

(1) hors amplitude au titre du contrat à long terme renouvelable (CLTR), soit 1 804 052€, et refinancement de la dette, soit 15 000 000€, en dépenses et en recettes d'investissement

Il convient de noter que le Budget Primitif 2021 prend en compte, par anticipation sur le vote du compte administratif 2020, les résultats de la gestion précédente.

Les prévisions de recettes proposées au budget primitif sont présentées dans le tableau suivant :

DETAIL DES RECETTES PAR NATURE (tous budgets)

| | | En € | CA prévisionnel 2020 | Budget Primitif 2021 | Évolution BP2021/CA prévisionnel 2020 | |
|--|---|-----------------------|----------------------------|----------------------------|---|---------------|
| Investissement | Dotations | FCTVA | 3 095 190 | 3 100 000 | +4 810 | +0,2% |
| | | DSID part péréquation | 1 037 876 | 1 000 000 | -37 876 | -3,6% |
| | | DSID part projet | 693 034 | 721 128 | +28 094 | +4,1% |
| | | DDEC | 1 252 923 | 1 252 923 | 0 | 0% |
| | TOTAL Dotations | | 6 079 023 | 6 074 051 | -4 972 | -0,1% |
| | TOTAL Autres recettes d'investissement | | 1 930 416 | 3 131 928 | +1 201 512 | +62,2% |
| | Sous-total (hors résultats reportés, Emprunt & CLTR) | | 8 009 439 | 9 205 979 | +1 196 540 | +14,9% |
| | Résultats reportés | 1068 | 13 533 708 | 12 256 121 | -1 277 587 | -9,4% |
| | | 001 | 196 876 | 261 477 | +64 601 | +32,8% |
| | Emprunt | Emprunts nouveaux | 12 300 000 | 14 700 000 | +2 400 000 | +19,5% |
| Total Résultat reporté & Emprunt | | 26 030 584 | 27 217 598 | +1 187 014 | +4,6% | |
| TOTAL Investissement (y compris CLTR) | | 34 040 023 | 36 423 577 | +2 383 554 | +7,0% | |

| | | | | | | |
|----------------|--|---|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Fonctionnement | Dotations | FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) | 112 274 | 160 000 | +47 726 | +42,5% |
| | | DGD (Dotation Globale de Décentralisation) | 1 701 076 | 1 711 076 | +10 000 | +0,6% |
| | | DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) | 44 925 951 | 44 512 197 | -413 754 | -0,9% |
| | | DGF (permanents syndicaux) | 48 760 | 24 000 | -24 760 | -50,8% |
| | Fonds de soutien et fraction supplémentaire de TVA | Fonds soutien et fonds d'urgence (Etat et CNSA) et fraction de TVA | 0 | 2 528 000 | +2 528 000 | |
| | TOTAL Dotations & Fonds de soutien | | 46 788 061 | 48 935 273 | +2 147 212 | +4,6% |
| | Compensations Transferts de compétences Loi 2004 | TSCA - Article 52 (Taxe Spéciale sur les Conventions D'Assurance) | 13 702 569 | 13 900 000 | +197 431 | +1,4% |
| | | TSCA - Article 53 SDIS | 4 522 204 | 4 600 000 | +77 796 | +1,7% |
| | | TICPE (complément) | 2 662 710 | 2 900 000 | +237 290 | +8,9% |
| | Compensations Autres transferts de compétences | CNSA (Financement APA PCH MDPH) | 16 192 892 | 16 613 191 | +420 299 | +2,6% |
| | | TICPE (Financement généralisation RMI RSA) | 9 394 464 | 9 395 000 | +536 | 0% |
| | | FMDI (Financement allocations RMI RSA) | 1 193 145 | 1 194 000 | +855 | +0,1% |
| | TOTAL Compensations transferts de compétences | | 47 667 983 | 48 602 191 | +934 208 | +2,0% |
| | Fraction de TVA compensatoire de la TFPB | | | 53 300 000 | | |
| | Taxe foncière propriétés bâties (TFPB) | | 53 115 884 | | +184 116 | +0,3% |
| | Ressources liées à la réforme fiscale de 2011 | CVAE – Département (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) | 6 830 731 | 6 425 000 | -405 731 | -5,9% |
| | | CVAE - Fonds de péréquation | 468 687 | 485 000 | +16 313 | +3,5% |
| | | TSCA - Article 77 | 19 079 015 | 19 200 000 | +120 985 | +0,6% |
| | | DMTO - Part Etat | 1 134 442 | 1 038 000 | -96 442 | -8,5% |
| | | IFER (1) | 696 815 | 700 000 | +3 185 | +0,5% |
| | | FNGIR (2) | 5 778 954 | 5 778 954 | 0 | 0% |
| | | DCRTP (3) | 6 689 725 | 6 689 725 | 0 | 0% |
| | TOTAL Ressources liées à la réforme fiscale de 2011 | | 40 678 369 | 40 316 679 | -361 690 | -0,9% |

| Suite | | | CA prévisionnel 2020 | Budget Primitif 2021 | Évolution BP2021/CA prévisionnel 2020 | |
|--|--|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---|---------------|
| | Financement AIS - LFI 2014 | Frais de gestion TFPB | | 6 308 816 | 6 470 000 | +161 184 |
| DMTO - Relèvement du taux | | | 3 970 549 | 2 595 000 | -1 375 549 | -34,6% |
| TOTAL Financement AIS (Allocations Individuelles de Solidarité)- LFI 2014 | | | 10 279 365 | 9 065 000 | -1 214 365 | -11,8% |
| Fond National de péréquation des DMTO - LFI 2020 | | | 16 822 653 | 14 920 000 | -1 902 653 | -11,3% |
| TOTAL Compensations liées à la fiscalité directe | | | | | | |
| | | Exonération 4 taxes + CVAE | 2 731 107 | 2 593 350 | -137 757 | -5,0% |
| Ressources liées à la fiscalité indirecte | Taxe d'aménagement | | 1 209 480 | 1 200 000 | -9 480 | -0,8% |
| | Taxe sur l'électricité | | 2 538 714 | 2 500 000 | -38 714 | -1,5% |
| | Autre taxe | | 1 574 | 3 000 | +1 426 | +90,6% |
| | DMTO –droits de mutation sur les transactions immobilières | | 20 419 968 | 19 722 000 | -697 968 | -3,4% |
| | DMTO - Taxe additionnelle | | 142 157 | 145 000 | +2 843 | +2,0% |
| | Compensation perte taxe additionnelle | | 33 416 | 30 000 | -3 416 | -10,2% |
| TOTAL Ressources liées à la fiscalité indirecte | | | 24 345 309 | 23 600 000 | -745 309 | -3,1% |
| TOTAL Autres recettes de fonctionnement | | | 16 298 865 | 11 148 267 | -5 150 598 | -31,6% |
| Sous-total (hors provisions et résultats reportés) | | | 258 727 597 | 252 480 760 | -6 246 837 | -2,4% |
| Provisions | reprise | | 428 512 | 173 004 | -255 508 | -59,6% |
| Résultats reportés | 002 | | 13 377 607 | 14 635 190 | +1 257 582 | +9,4% |
| Virement d'équilibre des budgets annexes | | | 1 696 491 | 2 887 469 | +1 190 978 | +70,2% |
| TOTAL Fonctionnement | | | 274 230 207 | 270 176 423 | -4 053 784 | -1,5% |
| TOTAL GENERAL | | | | | | |
| Mouvements réels, en €, | | | 308 270 230 | 306 600 000 | -1 670 230 | -0,5% |

(1) IFER : Imposition forfaitaire sur les Entreprises de Réseau

(2) FNGIR : Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

(3) DCRTP : Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle

3. La présentation des crédits par fonction :

Avec 162,25M€, l'action sociale (cumul des fonctions 4 et 5, y compris les dépenses de personnel) représente 52,9% du budget total.

| <i>Fonctions en €</i> | | Dépenses | Recettes |
|---|---|--------------------|--------------------|
| 0 | SERVICES GENERAUX | 27 936 842 | 227 899 240 |
| 1 | SECURITE | 8 726 015 | 72 885 |
| 2 | ENSEIGNEMENT | 11 843 090 | 1 169 282 |
| 3 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 6 680 666 | 180 259 |
| 4 | PREVENTION MEDICO-SOCIALE | 3 140 713 | 102 000 |
| 5 | ACTION SOCIALE | 157 194 761 | 33 843 943 |
| 6 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 18 073 223 | 444 081 |
| 7 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 3 794 190 | 3 097 841 |
| 8 | TRANSPORTS | 2 067 745 | 0 |
| 9 | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 6 247 914 | 3 181 284 |
| Budget de l'autodrome de Nogaro géré en M4 (pas de fonction) | | 75 621 | 185 608 |
| TOTAL Section Fonctionnement | | 245 780 780 | 270 176 423 |
| 0 | SERVICES GENERAUX | 30 220 133 | 30 514 242 |
| 1 | SECURITE | 13 000 | 4 500 |
| 2 | ENSEIGNEMENT | 4 552 221 | 1 492 207 |
| 3 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 1 498 309 | 481 310 |
| 4 | PREVENTION MEDICO-SOCIALE | 69 230 | 0 |
| 5 | ACTION SOCIALE | 1 845 663 | 193 200 |
| 6 | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES | 17 277 745 | 1 793 956 |
| 7 | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT | 3 663 589 | 1 525 719 |
| 8 | TRANSPORTS | 0 | 0 |
| 9 | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 1 514 345 | 363 445 |
| Budget de l'autodrome de Nogaro géré en M4 (pas de fonction) | | 164 985 | 54 998 |
| TOTAL Section Investissement | | 60 819 220 | 36 423 577 |
| DEPENSES TOTALES en mouvements réels, tous budgets confondus, en euros | | 306 600 000 | 306 600 000 |

4. La présentation des crédits par budget:

Les résultats prévisionnels de la clôture comptable 2020 sont inscrits, par anticipation sur le vote du compte administratif, dès le budget primitif, sur chacun des budgets. L'affectation de ces résultats sera définitivement validée après le vote du compte administratif, telle que le prévoit la réglementation.

Au terme de la gestion 2020, les résultats se présentent par budget ainsi qu'il suit :

| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | INVESTISSEMENT |
|----|-------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|
| | | Déficit | Excédent | Déficit | Excédent | Besoin de financement |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL | | 25 956 211,87 | 11 514 315,08 | | 11 514 315,08 |
| 47 | SATESE | 20 631,70 | | | 20 631,70 | 0,00 |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES | | 784 493,19 | 686 808,00 | | 686 808,00 |
| 51 | POLE THERMAL | 216 500,77 | | | 216 500,77 | 0,00 |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS | 24 344,12 | | | 24 344,12 | 0,00 |
| 57 | AUTODROME NOGARO | | 150 605,96 | 54 998,11 | | 54 998,11 |
| | TOTAL : | 261 476,59 | 26 891 311,02 | 12 256 121,19 | 261 476,59 | 12 256 121,19 |

Les résultats excédentaires de fonctionnement de l'exercice 2020, d'un montant global de 26 891 311,02€, sont affectés, de façon anticipée, à la couverture des déficits d'investissement pour un montant de 12 256 121,19€ et à la section de fonctionnement pour le solde (14 635 189,83€).

| | | Affectation des résultats excédentaires de fonctionnement, soit 26 891 311,02 € | | |
|----|------------------------------------|---|-------------------------------|----------------------|
| | | Fonctionnement Compte 002 | Investissement Compte 1068 | Total |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL | 14 441 896,79 | 11 514 315,08 | 25 956 211,87 |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET CAUE | 97 685,19 | 686 808,00 | 784 493,19 |
| 57 | AUTODROME NOGARO | 95 607,85 | 54 998,11 | 150 605,96 |
| | TOTAL : | 14 635 189,83 | 12 256 121,19 | 26 891 311,02 |

Le tableau suivant présente la répartition des dépenses et des recettes par budget. Le budget principal représente à lui seul 97,4% des dépenses.

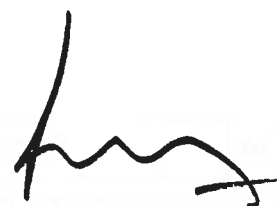
Les virements nécessaires à l'équilibre des budgets annexes s'établissent à 2 887 469€. Ils se traduisent par l'inscription d'une dépense sur le budget principal et de recettes du même montant sur les budgets annexes.

| FONCTIONNEMENT en € | Dépenses | Recettes | Dont : | virements d'équilibre |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------|---------|--------------------------|
| 01 - BUDGET PRINCIPAL | 241 042 649 | 264 037 862 | Dépense | 2 887 469 |
| 47 - SATESE | 728 432 | 737 732 | Recette | 260 793 |
| 49 - ESPACES NATURELS ET CAUE | 1 142 162 | 2 245 805 | Recette | 948 015 |
| 51 - POLE THERMAL | 1 097 002 | 1 218 802 | Recette | 844 109 |
| 54 - LABO VETERINAIRE EAUX SOLS | 1 694 914 | 1 750 614 | Recette | 834 552 |
| 57 - AUTODROME NOGARO | 75 621 | 185 608 | | |
| Total Fonctionnement | 245 780 780 | 270 176 423 | | |
| INVESTISSEMENT en € | Dépenses | Recettes | | |
| 01 - BUDGET PRINCIPAL | 57 699 788 | 34 704 575 | | |
| 47 - SATESE | 29 932 | 20 632 | | |
| 49 - ESPACES NATURELS ET CAUE | 2 416 170 | 1 312 527 | | |
| 51 - POLE THERMAL | 418 301 | 296 501 | | |
| 54 - LABO VETERINAIRE EAUX SOLS | 90 044 | 34 344 | | |
| 57 - AUTODROME NOGARO | 164 985 | 54 998 | | |
| Total Investissement | 60 819 220 | 36 423 577 | | |
| Total général (y compris CLTR) | 306 600 000 | 306 600 000 | | |

S'agissant des opérations d'ordre liées, pour l'essentiel, aux virements entre sections et à l'amortissement des immobilisations, elles s'équilibrent, en dépenses et en recettes, à la somme de 29 829 929,42€; ainsi, le budget total, avec ces opérations d'ordre, est fixé à 336 429 929,42€.

Je vous propose d'adopter le projet de budget primitif de l'exercice 2021, tel qu'il vous est présenté.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Philippe MARTIN